

L'évolution démographique des populations indigènes de la Haute Amazonie, du XVI^e au XX^e siècle

Les historiens équatorianistes déplorent à juste titre l'imprécision des études démographiques concernant la population des Andes et du littoral aux XVI^e et XVII^e siècles. Pour vagues et contradictoires qu'elles puissent être, les données quantifiées sur la Sierra et la côte – sans parler des travaux de synthèse fondés sur ces données – sont pourtant d'une mirifique richesse au regard du matériel primaire et secondaire dont peuvent disposer les spécialistes de l'Amazonie. Et ce n'est pas tout : à partir du XVIII^e siècle, les données sur les hautes terres se font de plus en plus abondantes et fiables, et l'on connaît au moins aujourd'hui, avec une relative précision, le chiffre global de la population indigène dans les zones d'altitude, tandis qu'en Amazonie les recensements restent jusqu'à ce jour très incertains. Bref, pour ce qui est de la Sierra et de la côte, on connaît peut-être assez mal la situation de départ (celle du XVI^e siècle, en l'occurrence), mais on connaît fort bien la situation actuelle et surtout l'évolution générale de la population, du moins dans ses grandes lignes, depuis le XVIII^e siècle. Pour l'Oriente, on connaît très mal la situation de départ, assez vaguement la situation actuelle et – pour des raisons historiques que j'évoquerai ultérieurement – on ne sait presque rien de l'évolution des populations de forêt entre 1760 et 1900. C'est dire qu'en l'état actuel des recherches, les études d'évolution démographique dans la longue durée des populations indigènes de l'Oriente relèvent à 90 % de la spéculation. Ce n'est évidemment pas une raison pour baisser les bras et je vais quand même m'aventurer en franc-tireur – car je ne suis ni historienne ni démographe – à vous présenter quelques données et à produire quelques hypothèses, les unes et les autres nécessairement préliminaires et sujettes à caution.

Le brouillard qui obscurcit la démographie historique amazonienne a des causes, dont certaines sont remédiables. L'une des raisons les plus communément avancées pour justifier le très faible développement des travaux dans ce domaine est évidemment l'extrême rareté, voire l'absence de sources écrites

(*) CNRS - UA 881 - Paris

concernant cette région. Or cet argument a beaucoup moins de force qu'on ne pourrait le croire. En réalité, l'absence postulée de documents, et plus généralement le désintérêt pour les questions démographiques, me semblent renvoyer à deux présupposés épistémologiques qui ont longtemps dominé l'ethnologie américaniste des basses terres. Le premier est que les sociétés amazoniennes n'ont pas vraiment d'histoire, plus exactement que l'histoire de ces cultures n'est pas pertinente pour le type de connaissance qu'on cherche à avoir d'elles. Le second – encore très vivace aujourd'hui – est que les considérations démographiques peuvent être tenues pour secondaires, compte tenu de l'échelle de ces sociétés et surtout du type de phénomènes que l'anthropologie s'est traditionnellement donnée pour objet d'élucider. Il en résulte que les études sérieuses sur les structures démographiques contemporaines de populations de basses terres se comptent littéralement sur les doigts d'une main.

Ce n'est pas le lieu d'explorer ici les origines et les raisons de cette double perspective, ni d'en faire la critique, et il suffit de dire qu'elle est aujourd'hui irrecevable et périmée ; pour ne prendre qu'un aspect des choses, il est certain qu'un progrès dans l'analyse des systèmes de parenté amazoniens et plus généralement de l'organisation sociale exige dorénavant une connaissance aussi fine que possible des structures démographiques des groupes considérés. Quant à l'absence présumée d'histoire, plus personne depuis quelques années n'oserait explicitement la soutenir. De fait, les travaux d'ethnohistoire amazonienne se sont multipliés ces derniers temps, et on s'est aperçu du coup que la documentation historique, largement ignorée jusqu'ici, était en réalité bien plus riche qu'on ne le soupçonnait.

Cela dit, il demeure vrai que les données dont peuvent disposer les spécialistes des basses terres sont quantitativement et qualitativement très différentes de celles qu'utilisent les spécialistes de la Sierra, et que leur analyse – on le verra – pose des problèmes méthodologiques particuliers. Il serait absurde de nier, par ailleurs, que l'échelle effectivement réduite de bien des sociétés selvatiques soulève des difficultés considérables en raison du poids de facteurs culturels, tels que les modes de construction et de représentation indigènes de l'identité collective, tribale ou ethnique, et donc au plan de la définition et de la légitimité de l'objet d'étude ; dans certains cas, plusieurs centaines d'individus ne constituent plus rien du point de vue culturel, tandis qu'ailleurs quelques dizaines de personnes peuvent suffire à constituer une véritable unité tribale ou ethnique du point de vue anthropologique. Il faut également tenir compte du brouillage des structures démographiques induit par les phénomènes, très courants dans cette région depuis le milieu du XVII^e siècle, de transculturation, de bi-culturalisme et de feuilletage d'identités hétérogènes ; ainsi les derniers groupes Zaparo ont disparu en tant que culture ou ethnie spécifique à la fin du XIX^e siècle, mais cela ne veut pas dire que tous les porteurs de culture zaparo (ou même de caractères génétiques propres à cette population) aient disparu physiquement ; en réalité, les survivants se sont fondus dans une autre ethnie – celles de Canelos, en l'occurrence – dont ils ont adopté, au moins à certains niveaux, l'identité et la culture. De ce fait, il est parfois impossible de faire la part, à l'échelle d'une

ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DES POPULATIONS INDIGÈNES
DE LA HAUTE AMAZONIE

société, entre une croissance ou à l'inverse une chute démographiques « naturelles » et ces faits d'immigration ou de dissolution ethnique. Une autre difficulté majeure tient à l'extrême hétérogénéité sociologique des groupes de forêt, et à l'écart fort important qu'il peut y avoir dans leur degré d'intégration aux structures économiques et sociales de la société dominante, et tout particulièrement à sa force de travail ; dans ces conditions, les chiffres synthétiques et les moyennes générales offrent un intérêt très limité, dans la mesure où ils ne se rapportent à rien qui leur donnerait un sens. Enfin, dans le domaine de la critique des sources, l'utilisation adéquate des documents relatifs aux populations selvatiques oblige à un travail d'analyse, parfois très ardu, des critères anthropologiques implicites qui condamnent les découpages sociaux mis en avant dans les textes : ainsi, lorsque les jésuites du XVII^e siècle parlent de « *nación* » ou de « *parcialidad* », il faut déterminer quel est exactement le type d'unité qu'ils incluent dans ces termes, et sur quelles bases, étant entendu que ces catégories ne coïncident que très partiellement avec celles utilisées dans l'ethnographie moderne.

La zone géographique dont je vais traiter s'étend, en gros, du río Napo au Marañon, et du versant oriental des Andes au río Tigre ; délimitation parfaitement arbitraire, dictée en la circonstance par des considérations historiographiques qu'il n'est pas utile d'évoquer ici, mais qui a l'avantage de recouvrir une portion importante de l'actuel territoire amazonien de l'Equateur, ainsi qu'une bonne partie de l'ancienne mission de Mainas. Pour diverses raisons – notamment la présence d'une grande mission jésuite et l'existence d'un conflit frontalier – l'Oriente équatorial constitue un ensemble relativement privilégié du point de vue de la richesse documentaire. Chronologiquement et qualitativement, ces sources sont toutefois très disparates. Par exemple, on a de magnifiques documents administratifs (les recensements d'*encomienda* faits par Aldrete en 1582) concernant les populations jivaro du piémont sud et de la haute vallée du Marañon, mais il n'y a presque rien sur les populations du Pastaza au XVI^e siècle ; inversement, les données sur les Jivaro, et sur le piémont en général, se raréfient à l'extrême pour la période comprise entre 1640 et 1850, alors qu'on dispose de sources missionnaires relativement abondantes sur les groupes orientaux au XVII^e siècle. Bref, à l'exception notable de la région Quijos, la documentation n'est jamais suffisamment riche, ni surtout continue dans le temps, pour suivre de près l'évolution démographique à l'échelle d'une micro-région, d'une ethnie ou d'une tribu. D'un autre côté, une vision chronologiquement suivie de l'ensemble de la zone considérée exige de procéder par inférences pour les régions non couvertes par les sources à tel ou tel moment, à partir d'indices souvent très ténus, en pondérant, sur la base des connaissances acquises dans les domaines de la médecine, de l'écologie humaine, de l'ethnologie, de l'histoire, les effets probables d'une multitude de facteurs, tels que le degré de proximité à des centres de colonisation, la fréquence des *correrias* esclavagistes, la fréquence, le rayon d'action et le type d'épidémies qui ont pu affecter ces populations, leur mode d'habitat – dispersé ou regroupé – à telle période, la nature du milieu qu'elles occupaient – riverain ou interfluvial – leur environnement ethnique, etc.

En utilisant de manière systématique et cohérente ce type de procédé, on peut arriver à des fourchettes d'estimation de la population aborigène de cette région au moment de la conquête et de son évolution subséquente. Cette population, je la situe pour ma part à 100-120 000 personnes approximativement, réparties de la façon suivante : 28 000 Quijos (Oberem 1971 : 41), 24 000 Jivaro dans la Montaña sud et le Marañon, à quoi s'ajoute un minimum de 5 000, plus probablement 7 000 à 8 000 Jivaro dans les basses terres et dans le piémont central, à peu près 20 000 personnes de langue candoa-jivaro dans la zone orientale et méridionale, 20 à 25 000 locuteurs zaparo, enfin une dizaine de milliers d'Indiens appartenant à d'autres groupes linguistiques dans la zone entre le Pastaza et le Tigre. A titre comparatif, rappelons que D. Sweet (1969) propose une estimation de 187 000 à 258 000 personnes pour l'ensemble de la mission de Mainas, incluant donc la vallée moyenne de l'Amazone, l'une des régions les plus densément peuplées du bassin amazonien, et ceci en 1600, soit à une époque où la chute démographique était déjà largement amorcée : W. Denevan (1976) quant à lui, avance le chiffre (qu'il juge conservateur) de 5 100.000 à 6 800.000 Indiens en 1492 pour toute la grande Amazonie, chiffre fondé sur une projection rétrospective (au demeurant discutable) de calculs de densité d'habitat.

Or, au début du XVIII^e siècle, en 1727 exactement (c'est-à-dire avant que ne débute la grande vague de réductions dans la mission Basse) on ne compte, dans l'ensemble des réductions jésuites de Mainas que 5 800 Indiens. A cette époque, la plupart des groupes aborigènes de la région avaient déjà été au moins visités, et on savait où se situaient les zones refuges et, très grossièrement, combien étaient les Indiens qui s'y regroupaient. Si donc on ajoute aux 5 800 Indiens des réductions les groupes jivaro non contactés, d'une part, que j'estime à 6 ou 7 000, 10 000 au maximum et tous les groupes réfugiés, d'autre part, soit un maximum probable de 10 000 personnes, on obtient pour cette période et dans la région considérée une population indigène totale qui s'échelonne entre 15 000 et 30 000, soit une diminution de 90 à 80 % en moyenne. Compte tenu de la disparition pure et simple de certains groupes jadis importants, comme les Mainas ou les Roamainas, ceci implique une baisse de 50 à 60 % de leurs effectifs pour les groupes plus isolés ou plus chanceux. Ces chiffres coïncident assez bien avec les calculs effectués par Sweet (1969 et 1974) postulant une baisse de 60 à 100 %, en fonction des sous-groupes, pour le seul ensemble zaparo, et avec ceux de F. Barbira-Freedman (Kroeger et Barbira-Freedman, 1982), qui, à partir des données sur la région de Lames, propose une diminution globale de la population indigène de la mission de 3/5^e pour la seule période comprise entre 1650 et 1768.

Quelques exemples suffiront à étayer et à illustrer cette effrayante comptabilité. Les Mainas – population riveraine, probablement de langue candoa, localisée sur les rives du haut Marañon et du bas Pastaza – semblent avoir été autour de 10 000 au XVI^e siècle, répartis en plusieurs sous-groupes. En 1735, il en restait, localement, 65 (A. Zarata, in Bayle, 1948 : pp. 543-565). Il est vrai qu'entre 1600 et 1700, plusieurs centaines d'entre eux ont fui vers le nord-est,

ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DES POPULATIONS INDIGÈNES DE LA HAUTE AMAZONIE

mais le fait n'affecte pas fondamentalement la courbe d'évolution de cette population. La chute démographique vertigineuse de l'ethnie s'explique aisément, si l'on songe qu'en 1629, soit dix ans après la fondation de Borja, 8 000 Indiens avaient déjà été « réduits », c'est-à-dire contactés, pacifiés et souvent capturés au cours de *correrias* esclavagistes. Or on sait qu'entre 50 et 80 % des Indiens pris et incorporés dans les *encomiendas* mouraient dans un bref laps de temps après leur déportation. En 1620-21, par exemple, 900 Mainas furent ramenés du Pastaza vers Borja ; de ces 900, 500 étaient morts huit ans après. Bref, l'estimation de Figueroa (1904), selon laquelle les Mainas n'étaient plus que 2 500 en 1635 (soit une chute de 75 %) est tout à fait vraisemblable. On dira que le cas des Mainas livrés sans recours aux exactions des *encomenderos*, victimes en outre d'une sauvage répression à la suite d'une rébellion, était exceptionnellement dramatique. Pourtant, la situation dans les réductions jésuites n'était guère plus encourageante ; les missionnaires eux-mêmes – Juan Magnin (1940, 157) nous l'affirme – tablaient froidement sur dix survivants pour cent Indiens amenés dans les réductions.

L'effroyable mortalité au XVII^e siècle est due en grande partie, mais pas exclusivement, aux grandes vagues épidémiques. Ainsi, la première grande épidémie dont on ait la trace dans la mission, en 1642 – et ce n'était certainement pas la première à laquelle aient été confrontés les Indiens de cette région – tua presque tous les enfants Maina (1 000 ou 1 200 personnes) et un nombre non précisé – environ un tiers, semble-t-il, des adultes. Alors que cette première épidémie était plus ou moins circonscrite à la vallée du Marañon, la deuxième épidémie en 1660 emporta la moitié de la population indigène dans les réductions, et contamina, du fait de l'extension des réseaux de communication dans l'univers de la mission, au moins 10 000 Indiens. Une mortalité de 50 % pour les Indiens réduits, lors de la première exposition à un agent pathogène épidémique, est tout à fait plausible, si l'on songe par exemple qu'en 1665, sur 125 adultes Roamainas réduits, il en mourut 60 au cours de la première épidémie qui les atteignit. Une troisième grande épidémie, vers 1680, aurait fait, selon Lucero (1892), 60 000 morts dans l'ensemble de la haute et moyenne Amazonie, ce qui n'est pas tout à fait impossible, compte tenu de la densité de la population dans la vallée moyenne de l'Amazone. Enfin, en 1756, une seule parmi les épidémies répétées qui frappèrent la mission de Mainas entre 1749 et 1762 coûta la vie à 40 ou 50 Indiens par réduction, soit un total de 1 400 à 1 700 morts sur une population de 12 000 réduits¹. Il faut ici préciser que l'hécatombe provoquée par les

1. La périodicité des épidémies mériterait d'être attentivement évaluée. Faute de données, il est difficile de détecter un rythme particulier dans leur occurrence au XVI^e siècle ; en revanche, on sait que tout au long du XVII^e siècle, elles se succèdent de manière assez régulière tous les vingt ans – soit une fois par génération – pour s'atténuer ensuite, voire disparaître, du moins à l'échelle régionale sinon locale, entre 1700 et 1745. Elles frappent à nouveau, mais cette fois à intervalles très rapprochés, entre 1745 et 1768, au moment des nombreuses *entradas* évangéliques effectuées dans la mission Basse, à l'est du Rio Tigre. Le rythme des épidémies suit donc de près les phases d'expansion ou de stabilisation des réseaux de communication développés par le front missionnaire. Une comparaison soutenue par la périodicité des épidémies dans la Sierra permettrait sans doute de mieux cerner les facteurs biologiques, sociologiques et géographiques qui régissent ces phénomènes.

maladies importées n'est pas imputable uniquement à l'absence d'immunité biologique ; elle tient pour une large part à leurs effets indirects, à savoir un effondrement de l'organisation sociale et productive, et la destruction subite du tissu affectif et social qui unit les membres d'un groupe. Par ailleurs, il est certain qu'en dehors même des crises épidémiques, la morbidité et la mortalité dans les réductions et les *encomiendas* étaient très élevées ; la fixation et surtout la concentration de l'habitat, notamment dans les zones riveraines (donc le long des voies de communication, de contagion et d'agression) entraînent pour les populations de forêt – c'est encore le cas aujourd'hui – une forte augmentation de certaines maladies endémiques, telles que le paludisme, la tuberculose et diverses affections parasitaires.

Enfin, à la mortalité épidémique et endémique dans les réductions et les zones de colonisation s'ajoutent encore les effets d'une forte dépression de la natalité. Tous les jésuites ont noté que les Indiens se reproduisaient très mal dans les réductions et les *encomiendas*, et ils précisent même qu'il fallait de huit à dix ans pour d'une indienne amenée dans une réduction se remettre à procréer (A. Zarata, in Bayle, *op. cit.*). Ce phénomène, vraisemblablement lié à une aménorrhée de détresse, contribue peut-être à expliquer la survie différentielle de groupes réduits initialement comparables sur le plan de leurs effectifs démographiques : les Roamainas, frappés par une épidémie de grande envergure au moment même où on les réduisait, disparurent pratiquement en l'espace de deux générations, tandis que les Gae, dont la population initiale se situait, comme celle des Roamainas, autour de huit mille personnes, résistèrent bien plus longtemps à la fois physiquement et psychologiquement, car ils eurent la chance d'être relativement épargnés, du fait de leur situation géographique, par l'épidémie de 1680, si bien qu'ils réussirent à traverser cette période initiale de stagnation démographique sans tomber, comme les Roamainas, en-dessous d'un seuil critique de survie ethnique. Ajoutons que la dépression de la natalité n'était probablement pas limitée aux groupes réduits ou esclavagisés, et qu'elle a dû affecter également des populations isolées ou réfugiées, du fait des bouleversements très sévères auxquels tous les Indiens de cette région, libres ou non, ont été confrontés.

En définitive, je situerai vers 1760 le nadir démographique absolu de l'ensemble des populations indigènes encore survivantes dans cette région. La courbe de décroissance démographique n'est cependant pas régulière : elle s'amorce vers 1550, s'accélère après 1580, plonge littéralement vers 1640, s'aplanit quelque peu entre 1700 et 1745, pour chuter encore entre 1745 et 1770. Faute de place, je ne vais pas m'étendre sur les multiples et profondes mutations qui ont accompagné ou suivi l'effondrement démographique de la population amazonienne, si ce n'est pour énumérer les plus décisives :

- désertion de toute la région du sud piémont, désertion aussi de toutes les zones riveraines au profit de l'interfluve d'accès plus difficile ;

ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DES POPULATIONS INDIGÈNES
DE LA HAUTE AMAZONIE

- disparition de toute une série de formes sociales, telles que l'habitat de type villageois ou par grandes *malocas* multifamiliales, les sociétés à stratification complexe, les ensembles pluritribaux hautement intégrés sur le plan rituel, économique ou politique ;
- généralisation, à l'inverse, de modèles d'implantation très dispersée et de structures sociales atomisées, favorisant l'autonomie économique, politique et symbolique des unités domestiques ;
- transformation radicale des identités ethniques, assortie de multiples mouvements de transculturation, dans le contexte d'une bi-polarité croissante entre les groupes nominalement christianisés, étroitement articulés aux centres de colonisation, et les groupes dits « aucas » ou « indios bravos », sans contact direct avec l'univers colonial ;
- émergence de nouvelles formations sociales, telles que les agrégats multi-ethniques détribalisés, les faux archaïsmes, ou encore les vraies tribus d'origine coloniale comme les Xeberos modernes, les Lamistas, les Andoas ou les Canelos.

Parmi les acquis de cette sombre période, il faut aussi signaler le développement de comportements collectifs de crise, adaptés aux nouveaux dangers de l'environnement : suspension complète des échanges, dispersion maximale, repli vers des régions plus inaccessibles du territoire, etc., bref, l'inscription au répertoire des comportements sociaux d'une sorte de « volant de crise », qui sera d'ailleurs mobilisé en force lors du grand boom caoutchoutier.

Les données concernant la période qui s'étend de l'expulsion de la mission jésuite en 1768 jusqu'en 1860-1880 sont malheureusement très lacunaires, en raison du rétrécissement marqué de la présence blanche durant cette époque, et surtout de l'affaiblissement de l'infrastructure administrative et ecclésiastique. Par ailleurs, l'essentiel de cette maigre documentation – qui nous fournit tout au plus des indications de localisation, sans guère de données quantifiées – concerne les régions méridionales, celles qui sont dans l'axe de pénétration économique et militaire péruvienne, et, dans une moindre mesure de l'hinterland de Loja et Cuenca.

De fait, les seuls groupes indiens sur lesquels on ait des informations un peu consistantes sont les tribus selvatiques quichuaphones qui se sont forgées dans et autour des établissements coloniaux. Or, dans tous ces groupes-là, on constate à partir du tournant du siècle (sinon même avant) une reprise démographique marquée, accompagnée d'une rapide expansion territoriale : les Lamistas, par exemple, commencent à croître et à se redéployer vers leurs anciens territoires tribaux dès 1820 ; les Canelos, un minuscule groupe à la fin du XVIII^e siècle, composé en grande partie d'Achuar transculturés, sont plusieurs centaines en 1850 et ont déjà essaimé vers l'aval du Bobonaza, à Sarayacu et Pacayacu ; les Quijos, enfin, passent d'un peu plus de 2.000 en 1780 à 5 500 en 1850 (Oberem, *op. cit.* : 41). Dans tous les cas, cette croissance s'accélère nettement entre 1850 et 1880.

Pour ce qui est des groupes survivants d'« indios bravos », on n'a pratiquement aucune donnée chiffrée ; on sait cependant que, pour la première fois depuis la fin du XVI^e siècle, les zones riveraines des grands fleuves ont été réoccupées durant cette période, parfois de manière durable, comme dans les vallées du Santiago et du Morona, parfois de façon éphémère, comme dans la vallée du Pastaza ; et il est très vraisemblable que ce redéploiement territorial a eu pour corollaire une certaine reprise démographique. Cela dit, et pour autant qu'on puisse en juger en confrontant les dernières données chiffrées du XVIII^e siècle et les nouvelles données de la fin du XIX^e ou du début du XX^e, il semble bien que la croissance démographique de cette catégorie d'Indiens ait été moins forte durant cette période que celle des quichuaphones ; fait assez paradoxal, dans la mesure où ces derniers étaient bien plus exposés, à tous les points de vue, que les Indiens isolés.

Quoiqu'il en soit, c'est dans ce contexte que survient le grand boom du caoutchouc. Pour les selvatiques, toutes catégories confondues, les vingt années du boom furent une période au mieux de stagnation, au pire de forte régression démographique ; non seulement en raison des *correrias* esclavagistes, mais aussi en raison de la recrudescence de maladies contagieuses et plus généralement des bouleversements provoqués par l'afflux des caoutchoutiers. Le boom de l'*hevea* a surtout affecté de manière directe les populations situées dans la partie orientale de la région qui nous intéresse, tout particulièrement dans les zones du Tigre, du Napo et du bas Pastaza, dans une moindre mesure du Curaray ; en revanche, les groupes proches du piémont andin, notamment les groupes jivaro occidentaux, ont été relativement moins touchés. Cela dit, le boom caoutchoutier n'a pas eu, dans l'ensemble, des conséquences démographiques aussi désastreuses dans cette région qu'il en a eu ailleurs en Amazonie. Cela s'explique par deux circonstances. D'abord, les sociétés indigènes survivantes étaient beaucoup mieux armées qu'au XVI^e siècle pour faire face à des traumatismes de cet ordre, du fait d'un habitat déjà très dispersé et d'une meilleure résistance psychologique et sociologique aux *correrias* et aux épidémies. Ensuite, l'industrie caoutchoutière était ici dominée généralement par de petits exploitants indépendants et rivaux, dotés d'une force de travail réduite à quelques dizaines d'Indiens, et non pas, comme sur le Putumayo ou au sud du Marañon, par de grandes compagnies monopolistes capables d'armer de puissantes milices esclavagistes.

Au total, donc, stagnation ou léger recul démographique pour les Indiens situés à l'écart des zones d'exploitation intensive, net recul, en revanche, pour les quichuaphones – les Quijos, par exemple, ont perdu au moins un millier de personnes sur un effectif total d'environ 9 000 – mais pas cette vertigineuse dégringolade qu'on observe au XVI^e et surtout au XVII^e siècles. La seule exception à cette généralisation concerne les groupes zaparo, dont les restes ont été définitivement annihilés lors du boom. Mais il faut tenir compte du fait qu'ils étaient déjà très diminués, tout près du seuil critique de survie, qu'ils avaient par ailleurs moins que les autres Indiens pu bénéficier du répit des années 1770-1870, en raison du développement, à partir d'Andoas, d'un trafic d'enfants destinés au

ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DES POPULATIONS INDIGÈNES DE LA HAUTE AMAZONIE

service domestique dans les villes péruviennes, et qu'enfin leur territoire se situait en plein dans la zone d'opération des caoutchoutiers, entre le Tigre et le Napo.

Une fois dissipés le bruit et la fureur du cycle caoutchoutier, la croissance démographique des quichuaphones reprend de plus belle, à peu près au même rythme qu'avant le boom – un peu plus fort chez les Canelos, un peu moins chez les Quijos du fait des pertes subies entre 1880 et 1900 – ce qui explique que les premiers soient aujourd'hui plus de 15 000 et les Napo Runa pas loin de 20 000. Pour tous les autres, il se passe au XX^e siècle un phénomène très particulier : brusquement, ils changent de régime démographique, et acquièrent tour à tour une courbe de croissance comparable à celle des quichuaphones. Bien entendu, il est très difficile de dater avec précision cet événement ; dans certains cas, le démarrage semble intervenir dans les années cinquante, parfois avant, dans d'autres ce n'est qu'à partir de la décade soixante-soixante-dix que la courbe se redresse fortement. Dans les sociétés jivaro, les seules sur lesquelles on ait des chiffres publiés, il existe par exemple un écart notable entre les Shuar proprement dits – qui décollent apparemment vers les années 1930, et les Achuar, dont la croissance est bien plus récente. Dans l'un et l'autre groupe, toutefois, la croissance végétative annuelle se situe maintenant autour de 3, voire 3,5 %.

Il faut souligner le caractère inédit et l'importance de cette rupture par rapport aux modèles démographiques traditionnels, rupture qui n'est d'ailleurs pas propre à l'Orient équatorien, puisqu'on l'a observée ailleurs en Amazonie depuis quelques dizaines d'années. Il est vrai que l'on sait peu de choses sur la démographie des Indiens amazoniens, mais on sait tout de même que la plupart d'entre eux avaient (et pour certains ont encore) un régime démographique à croissance très lente ou nulle, comme du reste presque toutes les sociétés dites primitives (Neel 1970, Salzano 1971). Toutefois, les mécanismes grâce auxquels ces sociétés assurent une démographie contrôlée échappent en grande partie à notre compréhension. Contrairement à ce que l'on pourrait penser – et contrairement au modèle européen d'Ancien Régime, par exemple – la mortalité infantile ne joue pas ici un rôle essentiel ; en temps normal, elle est de type dite intermédiaire, de l'ordre de 118 à 120 pour mille, donc insuffisante pour annuler les effets d'une fécondité naturelle élevée². De fait, la mortalité infantile aurait plutôt tendance à augmenter dans les sociétés plus acculturées, à forte croissance, comme c'est le cas chez les Shuar. On ne saurait donc imputer la croissance des sociétés selvatiques, comme on le fait parfois, à une diminution de la mortalité générale et notamment infantile : si les quichuaphones ont décollé au début du XIX^e siècle, ce n'est certainement pas grâce à une amélioration de l'infrastructure sanitaire ou à d'hypothétiques progrès dans l'hygiène. On a beaucoup discuté aussi des effets de la mortalité adulte par faits de guerre, effectivement élevée dans certaines sociétés : cependant, cette mortalité-là touche surtout les hommes, et non les femmes, sans compter que la guerre est loin

2. Dans la plupart des sociétés de forêt, l'infanticide a une incidence assez minime sur les taux de mortalité infantile ; généralement, il ne concerne que les nouveau-nés déformés ou les naissances multiples.

d'être un phénomène universel dans les sociétés amazoniennes à *fortiori* dans toutes les sociétés à régime démographique équilibré. En revanche, l'espacement considérable des naissances occupe manifestement une place stratégique dans ce dispositif. Cet espacement est assuré par un ensemble de facteurs à la fois biologiques et culturels : lactation très prolongée, tabous sexuels post-partum, souvent de longue durée sans parler des codes d'étiquette sexuelle limitant les possibilités de relations, et des interdits alimentaires pour les femmes, qui peuvent avoir pour effet de diminuer les réserves de graisse et donc de diminuer la fécondité (Kroeger et Barbira-Freedman, 1982). Il faut tenir compte, aussi, d'un taux souvent élevé d'avortements naturels : chez les Achuar, par exemple, environ 22 % des femmes ont fait des fausses couches, en moyenne 1,7 fois chacune. Il faut enfin noter qu'en dépit d'un âge de mariage très précoce pour les femmes, souvent pré-pubertaire, le cycle reproductif débute plus tardivement que dans les sociétés occidentales contemporaines, la menstruation intervenant à un âge plus élevé. Tout ceci aboutit à une moyenne par femme de quatre à cinq naissances vives pour toute la durée de leur cycle reproductif ; par contraste, chez les Shuar actuellement, l'espacement moyen entre les naissances est d'un peu moins de trois ans, et la moyenne des naissances vives par femme est passé de quatre à six, avec un taux de mortalité infantile générale de 27 % (Federación de Centros Shuar, 1976). Si l'on considère enfin le régime de mariage, on est amené à faire une constatation à première vue paradoxale, à savoir que la polygynie et un âge de mariage très précoce ne sont nullement incompatibles avec un régime démographique équilibré, bien au contraire ; de fait, en contribuant à l'espacement des naissances pour chaque femme, la polygynie associée, bien entendu, aux pratiques évoquées précédemment semble favoriser la limitation de la fécondité. A l'inverse, il y a une nette corrélation – je ne dis pas une relation de cause à effet – entre la généralisation de la monogamie (celle-ci est la règle chez les quichuaphones depuis la fin du XVIII^e siècle au moins, chez les Shuar depuis les années 1960) et l'adoption d'un régime à forte croissance. Quant à l'âge de mariage, il est sensiblement plus élevé pour les femmes shuar que pour les femmes achuar, puisqu'il se situe autour de dix-huit ans, (Kroeger et Ileckova, s.d.) ce qui n'empêche pas les premières d'avoir eu, jusque dans les années soixante-dix, nettement plus d'enfants que les secondes. Bref, c'est bien l'espacement des naissances qui semble être la variable déterminante, et, au-delà un phénomène proprement culturel, à savoir le système de valeurs qui commande la vision indigène de la taille optimale de la cellule familiale, telle qu'elle est localement définie. Le facteur idéologique, ou les faits de représentation, jouent donc un rôle à l'évidence capital. C'est l'une des raisons, parmi d'autres, pour lesquelles les études de populations amazoniennes exigent une étroite collaboration entre ethnologues et démographes.

Il convient de signaler pour terminer que ce mode de reproduction « ralenti » ne s'ajuste pas automatiquement aux circonstances du milieu ou aux aléas de l'histoire : l'idée selon laquelle une société va se mettre à croître subitement parce qu'elle dispose, disons, d'un territoire plus vaste – toutes choses étant égales par ailleurs – ou encore pour compenser une forte diminution, est tout à

ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DES POPULATIONS INDIGÈNES DE LA HAUTE AMAZONIE

fait erronée ; et c'est bien pourquoi des sociétés à petite échelle qui fonctionnent sur ce régime sont particulièrement vulnérables, comme nous l'enseigne l'exemple tragique de nombreuses sociétés indigènes du Brésil contemporain.

En conclusion, on peut distinguer dans l'évolution globale de la population aborigène de la Haute Amazonie trois phases essentielles. Une première phase, entre 1550 et 1770, d'effondrement continu, et ce en dépit du fait que les sociétés de forêt étaient bien plus marginales par rapport au processus de colonisation que celles des hautes terres, relativement stables quant à leurs effectifs démographiques tout au long des XVI^e et XVII^e siècles. La deuxième phase, de 1780 à 1950 *grosso modo*, se caractérise par une reprise démographique généralisée, marquée cependant par la coexistence de deux régimes distincts, l'un ralenti, l'autre accéléré. Durant la troisième phase, enfin, on observe une extension progressive du modèle à croissance rapide, la grande majorité des sociétés selvatiques équatoriennes bénéficiant désormais d'une croissance annuelle supérieure à 3 %. Ce résumé succinct indique d'emblée où se situe, à mon sens, le problème majeur auquel doit maintenant s'attaquer la démographie amazoniste : pourquoi et dans quelles circonstances les sociétés forestières ont-elles accompli cette silencieuse révolution démographique, et quels sont le ou les facteurs qui les ont fait passer, dans le courant de ce siècle, d'un régime à croissance très contrôlée à un régime d'expansion indéfini ?

BIBLIOGRAPHIE

- DENEVAN (W.), 1976. « The aboriginal population of Amazonia ». in : *The native population of the Americas in 1492*, W. Denevan ed. University of Wisconsin Press. Madison, pp. 205-234.
- FEDERACION DE CENTROS SHUAR, 1976. Solución original a un problema actual. Ecuador.
- FIGUEROA (F.) de, 1986. Informe de las misiones en el Marañon, Gran Pará o rio de las Amazonas (1661), in : *Informes de Jesuitas en el Amazonas, 1660-1684*. Monumenta Amazónica. B.I. Iquitos, Peru.
- KROEGER (A.) et BARBIRA-FREEDMAN (F.), 1982. Cultural change and Health : the case of South American rainforest Indians. P. Lang. Frankfurt am Main-Bern.
- KROEGER (A.) et ILECKOVA (E.), s.d. La salud y la alimentación. Mundo Shuar 5, serie B. Sucua, Ecuador.
- LUCERO (J.L.), 1892. « Suma de la carta... en que da cuanta... de los sucesos que acaecieron en la entrada que hizo a la nación de los Xibaros ». Boletín de la Sociedad Geográfica de Madrid, vol. 33, pp. 24-44, Madrid.
- MAGNIN (J.), 1940. « Breve descripción de la provincia de Quito en la América meridional y de sus misiones. Reviste de India, vol. 1, n° 1, Madrid.
- NEEL (J.A.), 1970. « Lessons from a « primitive » people ». *Science*, 170 : 815-822.

ANNE-CHRISTINE TAYLOR

- OBEREM (U.), 1971. « Los Quijos : historia de la transculturación de un grupo indígena en el Oriente ecuatoriano ». 1538-1956. Univ. de Madrid, 2 vols. Memorias del Dept. de Antropología. Madrid.
- SALZANO (F.M.), 1971. « The ongoing evolution of Latin American populations ». Ch.C. Thomas, publishers, Illinois.
- SWEET (D.G.), 1969. « The Population of the Upper Amazon Valley, XVII^e-XVIII^e centuries » M.A., University of Wisconsin, Madison.
- SWEET (D.G.), 1974. « A rich realm of nature destroyed : the middle Amazon valley, 1640-1750 » Ph.D. University of Wisconsin, Madison.
- ZARATA (A.) de, 1948. « Informe... de la misión de Maynas ». in : Bayle e.c. - *Missionalia Hispanica*, vol. XV, n° 5 : pp. 543-565. Madrid.